

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle chronique, éoliens, sites et sols pollués  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 28 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Ancien site de la SAS SLIC CORVOL faisant l'objet de travaux de mise en sécurité par l'ADEME**

Grande Rue  
58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX

Références : 220485

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 sur l'ancien site de la SAS SLIC CORVOL faisant l'objet de travaux de mise en sécurité par l'ADEME et implanté Grande Rue - 58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'accident survenu le lundi 10 janvier 2022 (fuite de fioul engendrant un épanchement d'hydrocarbures dans les sols du site et dans la rivière « Le Sauzay »), le Préfet de la Nièvre a prescrit par arrêté préfectoral n° 58-2022-01-13-00001 du 13 janvier 2022 des mesures d'urgence et des mesures conservatoires à l'ADEME sur l'ancien site de la SAS SLIC CORVOL, situé sur la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX.

Les visites d'inspection du 18 janvier 2022 et du 3 février 2022 ont montré que la situation environnementale s'était nettement améliorée depuis la survenue de l'accident (cf. rapports de visite d'inspection associés).

Pour autant et considérant qu'elle n'était pas complètement maîtrisée, du fait de la complexité des opérations nécessaires à la suppression du point résiduel de suintement d'hydrocarbures situé en bordure de berge de la rivière « Le Sauzay », le Préfet de la Nièvre a chargé l'ADEME, par arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office n° 58-2022-03-01-00001 du 1<sup>er</sup> mars 2022, de mettre en œuvre, en situation d'urgence impérieuse, les opérations restant à mener pour gérer les risques consécutifs de la pollution survenue au droit de l'ancien site de la société SLIC CORVOL.

L'objectif de la visite d'inspection du 13 juin 2022 était de faire le point de la situation en lien avec les travaux prescrits.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- **Ancien site de la SAS SLIC CORVOL**
- Grande Rue - 58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX
- Code AIOT dans GUN : 0005403097
- Régime : A

La SAS SLIC CORVOL était spécialisée dans la fabrication de joints d'étanchéité et de durites destinés à l'industrie. Son activité relevait des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation. L'entreprise bénéficiait d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 72-7731 du 18 décembre 1972 pour la transformation du caoutchouc naturel et synthétique et n° 74-1072 du 11 février 1974 pour le stockage de fuel lourd.

Par jugement en date du 21 novembre 2007, le Tribunal de Commerce de Nevers a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de cette société.

Sur proposition de l'inspection des installations classées, le Préfet de la Nièvre a mis en demeure, par arrêté préfectoral du 5 juin 2012, le liquidateur judiciaire de procéder à la mise en sécurité du site.

Par jugement en date du 15 octobre 2014, le Tribunal de Commerce de Nevers a clôturé la liquidation judiciaire de la société SLIC CORVOL pour insuffisance d'actifs. La société était également propriétaire des terrains.

L'ADEME a été mandatée, par arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office du 21 décembre 2016 (modifié par arrêté préfectoral du 5 octobre 2020), pour procéder à la mise en sécurité du site.

L'accident survenu le 10 janvier 2022 s'est produit dans le cadre du chantier de mise en sécurité du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- post accidentel
- pollution du milieu naturel

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles

- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Travaux d'office - Entreposage des terres excavées	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet
Travaux d'office - Suppression du point principal de suintement	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Travaux d'office - Pompage	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Travaux d'office - Délimitation des impacts sols	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet
Travaux d'office - Caractérisation des impacts	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux permettant de supprimer définitivement le dernier point d'épanchement d'hydrocarbures dans la rivière, suite à l'accident survenu le 10 janvier 2022, s'avèrent complexes et nécessitent un suivi rapproché de l'ADEME. Ils devraient s'achever d'ici fin juin 2022.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Travaux d'office - Entreposage des terres excavées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et Sols Pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Suite à l'accident survenu le 10 janvier 2022 à l'occasion de la réalisation des travaux de mise en sécurité faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 sus-visé, il sera procédé, à l'exécution des travaux suivants en urgence impérieuse :</p> <p>- supprimer le risque de transfert de pollution lié à l'entreposage sur le site des terres excavées suite au déversement d'hydrocarbures susmentionné ;</p>
<p><b>Constats :</b> Les matériaux excavés dans les jours qui ont suivi l'accident ont été entreposés sur deux zones distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• cour ronde (bétons potentiellement contaminés) ;</li> <li>• plateforme (bétons et terres contaminées).</li> </ul> <p>Lors de la visite du 13 juin 2022, l'inspecteur a constaté que des travaux d'aménagement de la plate-forme avaient été réalisés : mise en place d'une « bâche » au niveau du sol et de merlons permettant de circonscrire l'ensemble de la zone d'entreposage et bâchage des terres contaminées.</p> <p>Concernant la cour ronde, aucun aménagement particulier n'a été réalisé : les bétons potentiellement contaminés sont bâchés et sont entreposés sur une dalle béton présentant des fissures.</p> <p><b>Il est demandé à l'ADEME de préciser la nature des travaux d'aménagement prévus au niveau de la cour ronde et de l'entreposage de bétons potentiellement contaminés.</b></p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Travaux d'office - Pompage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite à l'accident survenu le 10 janvier 2022 à l'occasion de la réalisation des travaux de mise en sécurité faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 sus-visé, il sera procédé, à l'exécution des travaux suivants en urgence impérieuse :  - assurer la gestion de la pollution issue du principal point de suintement situé en pied de poteau électrique et de tout autre point d'épanchement jusqu'à suppression du risque de rejet dans la rivière « Le Sauzay » par :  • le pompage des zones impactées par les hydrocarbures.
<b>Constats :</b> Les opérations de pompage se poursuivent en tant que de besoin.  Les effluents récupérés sont envoyés vers une station de traitement installée sur le site (décanteur-déshuileur puis filtres et charbon actif) avant rejet dans la rivière.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Travaux d'office - Délimitation des impacts sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et sols Pollués
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite à l'accident survenu le 10 janvier 2022 à l'occasion de la réalisation des travaux de mise en sécurité faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 sus-visé, il sera procédé, à l'exécution des travaux suivants en urgence impérieuse :  - assurer la gestion de la pollution issue du principal point de suintement situé en pied de poteau électrique et de tout autre point d'épanchement jusqu'à suppression du risque de rejet dans la rivière « Le Sauzay » par : <ul style="list-style-type: none"><li>la délimitation des impacts sols liés au déversement d'hydrocarbures susmentionné en vue de réaliser les opérations d'urgence visés par le présent arrêté,</li></ul>
<b>Constats :</b> Trois diagnostics de sols avaient été réalisés avant l'accident survenu le 10 janvier 2022.  Considérant que les travaux prescrits par l'arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> mars 2022 visent à gérer les risques consécutifs à la pollution en lien avec l'accident du 10 janvier 2022 (phase post-accidentelle), l'objectif retenu vis-à-vis des sols consiste à revenir à un état « acceptable » (avant l'accident).  L'ADEME en lien avec la société GEOLIA (assistant à maîtrise d'ouvrage) a ainsi retenu une teneur à atteindre de 5 800 mg/kg en hydrocarbures C10-C40 correspondant au bruit de fond industriel avant l'accident.  Les investigations réalisées sur les sols par TAUW France et PERL Environnement (post-accident) ont permis de définir l'emprise de la zone de terres à excaver (cf. annexe).  Cette approche est complétée, sur le terrain, par la recherche visuelle, de veines pouvant générer un épanchement d'hydrocarbures dans la rivière.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Travaux d'office - Suppression du point principal de suintement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et Sols Pollués
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite à l'accident survenu le 10 janvier 2022 à l'occasion de la réalisation des travaux de mise en sécurité faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 sus-visé, il sera procédé, à l'exécution des travaux suivants en urgence impérieuse :  - assurer la gestion de la pollution issue du principal point de suintement situé en pied de poteau électrique et de tout autre point d'épanchement jusqu'à suppression du risque de rejet dans la rivière « Le Sauzay » par : <ul style="list-style-type: none"><li>la réalisation des travaux nécessaire à la suppression du point principal de suintement....</li></ul>
<b>Constats :</b> Avant de pouvoir procéder aux excavations de sols (notamment à proximité d'un poteau électrique), il a été nécessaire de procéder au dévoiement de la ligne électrique à haute tension desservant l'usine qui jouxte le site (société BORFLEX).  Ces travaux se sont achevés début mai 2022 et un nouveau poteau électrique a été implanté à

proximité du bâtiment chaufferie de l'usine BORFLEX.

Par ailleurs, plusieurs structures nécessitaient d'être démolies : rétention d'une fosse et dalle béton du ancien hangar.

Enfin, le point le plus sensible des travaux d'excavation des sols étant la préservation de la rivière, il a été décidé de mettre en place un batardeau souple avec une canalisation d'écoulement permettant d'assécher la zone d'intervention (cf. schéma de principe ci-dessous).



Lors de la visite du 13 juin 2022, les travaux d'excavation des sols étaient en cours (hors zone à proximité des berges et de la rivière).

Lors du chantier, un coffrage rempli de fioul aboutissant, *a priori*, sous le bâtiment chaufferie de l'usine BORFLEX, a été découvert en bord de fouille (cf. planche photographique).

La solution de gestion envisagée par l'ADEME (en cours de finalisation) consiste à procéder à un hydrocurage et à une obstruction à l'aide de béton.

**L'ADEME informera l'inspection des installations classées de la solution retenue et de la réalisation des travaux associés.**

Par ailleurs, le jour de la visite, une excavation dans la zone située entre la rétention de la fosse et la dalle béton démantelées a conduit à une remontée de nappe (eaux souterraines) chargée en hydrocarbures et la création d'un « point bas » en fond de fouille (cf. planche photographique).

Une opération de pompage-écrémage a été mise en place par l'ADEME, dès le lendemain de la visite d'inspection, et a permis de récupérer environ 50 litres de liquide très souillé.

Au 16 juin 2022, le « point bas » faisait toujours l'objet d'une surveillance afin de détecter de nouvelles remontées de nappe. *In fine*, l'objectif est de le combler par de l'argile afin de reconstituer l'étanchéité avec la nappe des eaux souterraines.

Enfin, le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que le dispositif mis en place au niveau de la rivière (batardeau souple et canalisation d'écoulement) n'était pas pleinement opérationnel (fuites au niveau des jointures des canalisations notamment, cf. planche photographique).

La mise en place (le 14 juin 2022) de sacs de sable permettant de maintenir la jupe du barrage flottant contre les canalisations) a permis d'abaisser le niveau de la rivière dans la « future » zone d'intervention. Les aménagements réalisés ont été jugés suffisants par l'ADEME.

**Observations : /**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Travaux d'office - Caractérisation des impacts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et Sols Pollués
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite à l'accident survenu le 10 janvier 2022 à l'occasion de la réalisation des travaux de mise en sécurité faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 sus-visé, il sera procédé, à l'exécution des travaux suivants en urgence impérieuse :  - assurer la gestion de la pollution issue du principal point de suintement situé en pied de poteau électrique et de tout autre point d'épanchement jusqu'à suppression du risque de rejet dans la rivière « Le Sauzay » par : <ul style="list-style-type: none"><li>la caractérisation des impacts sur les eaux souterraines, eaux superficielles et sédiments afin de préconiser les éventuelles mesures complémentaires à engager en conséquence dudit déversement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le suivi des eaux superficielles et souterraines est réalisé à une fréquence bimensuelle.  L'examen des derniers résultats des campagnes réalisées depuis l'accident du 10 janvier 2022 ne montre pas d'évolution notable de la situation :  - eaux superficielles (eaux de la rivière « Le Sauzay ») : en dehors du point prélevé à l'intérieur du périmètre du barrage flottant situé sur le site, à proximité du dernier point d'épanchement en rivière, aucun impact n'est constaté sur la rivière (absence de substances traceuses de l'accident) ;  - eaux souterraines : absence d'impact hors site. Sur site au niveau du piézomètre le plus proche de la zone impactée (Pz Suez), une augmentation des concentrations en hydrocarbures totaux est constatée depuis mi-mars 2022 (concentration maximale mesurée égale à 366 µg/l, le 4 mai 2022, date des derniers résultats transmis à l'inspection des installations classées). Le même constat est fait sur le paramètre HAP (somme des 16 HAP) ;  - sédiments : une deuxième campagne a été réalisée le 4 mai 2022. Comme lors de la première campagne réalisée le 18 janvier 2022, un marquage en hydrocarbures est constaté sur un point situé en aval éloigné. Le lien avec l'accident du 10 janvier 2022 n'est pas établi à ce stade.  Il est prévu la poursuite de la surveillance environnementale pendant les travaux en cours mais également en phase post-travaux.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Annexe : planche photographique



**Plate-forme d'entreposage de terres et de béton  
excavés  
(vue en direction de l'Est)**



**Plate-forme d'entreposage de terres et de béton  
excavés  
(vue en direction de l'Ouest)**



**Zone d'entreposage de bétons excavés (localisation : cour ronde)**



**Fond de fouille n° 1 réalisée le 17 janvier 2022  
(SUEZ)**



**Fond de fouille n° 2 réalisée le 17 janvier 2022  
(SUEZ)**





**Station de traitement des eaux pompées**



**Vue d'ensemble de la zone en cours d'excavation**

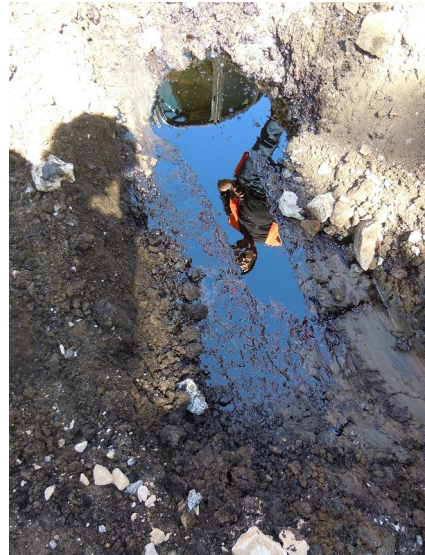


**Point « arrière hangar »**



**Présence d'hydrocarbures au pied du muret**





**Zone en cours d'excavation située entre la rétention de la fosse et la dalle béton démantelées avec présence de liquide noir à environ 2,8 mètres de profondeur (remontée de la nappe)**



**Découverte fortuite d'un coffrage rempli de liquide noir lors du chantier**



**Localisation du coffrage à gauche et du bâtiment « chaudière » de l'entreprise BORFLEX à droite**



**Amont de la rivière « Le Sauzay »**



**Aval de la rivière « Le Sauzay »**



**Batardeau renforcé au niveau du point principal de suintement dans la rivière « Le Sauzay »**



## Annexe : zones d'excavation T1 à T5 (fond rouge)

(extrait du CCTP des travaux de sécurisation du Sauzay post incident de pollution : Document ADEME 2022MAR000211 du 25 mai 2022)

